

Brochure n° 3297

**Convention collective nationale**

IDCC : 2060. – **CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS**  
**(Chaînes)**

(1<sup>re</sup> édition. – Septembre 2000)

**AVENANT N° 3 DU 9 MAI 2005**  
**RELATIF À LA GRILLE DE SALAIRES**

NOR : *ASET0550695M*  
IDCC : 2060

Entre :

Le syndicat national de la restauration publique organisée (SNRPO) dont le siège est situé 22, rue d'Anjou, 75008 Paris,

D'une part, et

La CFE-CGC dont le siège est situé Inova, maison de la CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris ;

La CFTC dont le siège est situé 197, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris ;

La FGTA Force ouvrière dont le siège est situé 7, passage Tenaille, 75680 Paris Cedex 14,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément aux engagements pris dans le cadre de l'avenant n° 1 du 2 décembre 2003 à la convention collective nationale des chaînes de cafétéria et assimilés du 28 août 1998 relatif à la grille de salaires de branche, l'interruption journalière d'activité des salariés à temps partiels et le travail de nuit, le syndicat national de la restauration publique organisée (SNRPO) a rencontré à plusieurs reprises les organisations syndicales nationales aux fins de mettre à jour la grille de salaire de branche au regard des principes dégagés lors de la précédente négociation de 2003.

Par ailleurs, il a été abordé, dans le cadre de ces réunions, la question de la déduction demi-avantage nourriture, mesure traditionnellement appliquée au sein de toutes activités de restauration selon les dispositions en vigueur en la matière.

Tout en constatant que la loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement du 9 août 2004 incite, notamment le secteur de la restauration, à renoncer à la déduction de la demi-avantage nourriture, tout en ne bénéficiant que d'aides à l'emploi temporaires intéressant la seule période d'emploi du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 décembre 2005, le SNRPO s'est engagé sur la négociation de l'abandon de la déduction demi-avantage nourriture.

Par cette disposition, le SNRPO entend confirmer l'attractivité de la branche d'activité qu'il représente, en respectant la volonté des acteurs patronaux et syndicaux de la branche qui est d'améliorer le statut collectif des salariés tout en reconnaissant la nécessité de préserver la pérennité des entreprises.

Aussi, dans le présent avenant, le SNRPO et les organisations syndicales signataires ont convenu des dispositions suivantes :

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 38.1 intéressant les « salaires minima garantis » de la convention collective nationale des chaînes de cafétéria et assimilées est modifié dans les conditions suivantes :

Les rémunérations horaires brutes applicables sont déterminées dans le respect des salaires minima suivants :

*(En euros.)*

CATÉGORIE	NIVEAU	TAUX HORAIRE
Employés	NIVEAU I	
	Echelon 1	7,61
	Echelon 2	7,64
	Echelon 3	7,68
	NIVEAU II	
	Echelon 1	7,79
	Echelon 2	7,92
	Echelon 3	8,10

CATÉGORIE	NIVEAU	TAUX HORAIRE
Agents de maîtrise	NIVEAU III	
	Echelon 1	8,61
	Echelon 2	9,05
	Echelon 3	9,48
Cadres	NIVEAU IV	
	Echelon 1	12,49

Concernant la catégorie des « cadres », il est arrêté, par le présent avenant, que la rémunération annuelle du personnel « Cadre », classé à compter du niveau IV échelon 2 de la grille de qualification, ne peut être inférieure au plafond annuel de la sécurité sociale.

## Article 2

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 38.1 de la convention collective nationale des chaînes de cafétéria et assimilées relatives à la déduction de la demi-avantage nourriture.

Ainsi, il est convenu qu'au sein de la branche d'activité des « chaînes de cafétéria et assimilées », il ne sera plus procédé à la déduction demi-avantage nourriture telle que définie par les dispositions conventionnelles, les articles D. 141-6 et D. 141-8 du code du travail.

Les avantages en nature :

L'attribution et l'évaluation des avantages en nature sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le calcul des cotisations, les avantages nourriture sont évalués conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 janvier 1975.

Tout salarié prenant son repas sur place, à l'occasion du travail, dans un établissement préparant des denrées alimentaires, ne pourra se voir réclamer par l'employeur une contribution supérieure à l'évaluation de l'avantage en nature fixée par la réglementation en vigueur.

## Article 3

Dans le souci de respecter la volonté des parties au présent avenant, qui est de favoriser l'amélioration du statut collectif des salariés tout en reconnaissant la nécessité de préserver la pérennité des entreprises, il est convenu qu'afin de tenir compte des mesures qui ont été arrêtées en matière de revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance pour l'année 2005, les rencontres, qui auront lieu au titre de la négociation salariale annuelle de branche, se tiendront sur le dernier quadrimestre de cette même année au regard des principes dégagés lors de la négociation de 2003.

#### **Article 4**

Le présent avenant sera soumis, comme la convention collective des chaînes de cafétérias et assimilés, à la procédure d'extension. Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension.

#### **Article 5**

Le présent avenant sera déposé à l'initiative du SNRPO, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, auprès des services du ministère du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale et au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès des services du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Le présent avenant faisant partie intégrante de la convention collective des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, les règles de révision ou de dénonciation qui lui sont applicables, sont celles des articles 3 et 4 de ladite convention collective.

Fait à Paris, le 9 mai 2005.

(Suivent les signatures.)